



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale  
Meurthe-et-Moselle / Meuse**

Division de Nancy

**Nos réf. :** AT/AN/IA/2024\_2166

**AIOT :** 0006200203

**Affaire suivie par :** Alexandre TOUSSAINT

alexandre.toussaint@developpement-durable.gouv.fr

**Tél. :** 03 54 44 02 55

**Courriel :** ud54-55.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Nancy, le 4 décembre 2024

**RAPPORT DE L'INSPECTION DE  
L'ENVIRONNEMENT  
(INSTALLATIONS CLASSEES)**

**Objet :** Société SOFIDEL à Frouard et Custines

**Porter à connaissance pour le projet de création d'une deuxième chaudière biomasse de 8 MW**

Rédigé par l'inspecteur de l'environnement : Alexandre TOUSSAINT

Vérifié par le Chef du Pôle Risques Chroniques : Mohamed KHEDJOUT

Approuvé et transmis à Madame le Préfet de Meurthe-et-Moselle, pour le Directeur Régional, l'adjoint au chef du Service Prévention des Risques Anthropiques : Philippe LIAUTARD

Par transmission du 02 août 2023, l'exploitant a adressé à la préfecture de Meurthe-et-Moselle un dossier de demande d'examen au cas par cas relatif aux modifications qu'il envisage sur son installation portant sur la mise en place d'une seconde chaudière biomasse.

Cette demande, jugée incomplète par l'inspection dans son rapport CR/MT/1664\_2023 du 23 août 2023, a fait l'objet d'une demande de compléments.

Les compléments ont été déposés par l'exploitant le 30 janvier 2024. Dans son rapport référencé CR/RGZ/187\_2024, l'inspection a conclu que cette modification n'était pas soumise à évaluation environnementale.

Enfin le 12 avril 2024, l'exploitant a adressé à la préfecture de Meurthe-et-Moselle un rapport de connaissance relatif aux modifications qu'il envisage sur son installation portant sur la mise en place d'une seconde chaudière biomasse.

Dans le rapport référencé CR/647\_2024, l'inspection a conclu que le projet n'est pas substantiel et a proposé à Madame le Préfet l'organisation d'une consultation du public qui s'est tenue du 13 juin au 3 juillet 2024.

Au vu de ces éléments, le présent rapport propose à Madame le Préfet un projet d'arrêté préfectoral complémentaire, visant à encadrer spécifiquement l'exploitation des chaudières « biomasse » par la société SOFIDEL.

## **1. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE**

La société SOFIDEL est autorisée à exploiter sur les communes de Frouard et Custines une usine de fabrication et de transformation de papier à usage sanitaire et domestique à partir de pâte vierge.

Cette installation, autorisée par l'arrêté préfectoral n°2002/110 du 31 juillet 2003 modifié, relève de la nomenclature des ICPE pour les rubriques 1530, 2260, 2440, 2445, 2450, 2910, 2915, 2920, 2714, et 3110 à autorisation.

## **2. PRÉSENTATION DU PROJET DE MODIFICATION**

### **2.1 Description du projet**

L'exploitant souhaite exploiter une seconde chaudière biomasse d'une puissance de 8 MW en complément de celle de 10 MW déjà présente sur le site.

Le projet fera passer la puissance totale des installations de 54,5 à 62,5 MW.

Le site comprendra donc :

- 2 chaudières gaz naturel de 13,5 et 7 MW ;
- des brûleurs à gaz, pour une puissance totale de 24 MW ;
- 1 chaudière biomasse existante de 10 MW ;
- 1 nouvelle chaudière biomasse de 8 MW.

L'installation de cette nouvelle chaudière permettra de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> du site de plus de 9 000 tonnes mais également d'économiser 47 800 MWh de gaz.

*In fine*, 95 % de la vapeur nécessaire à la production du site sera fabriquée par les chaufferies biomasses et 5 % par la chaufferie gaz.

En complément de son utilisation dans le process papetier, la vapeur excédentaire produite sera utilisée pour le chauffage des lieux de stockages et de certains locaux.

La seconde chaudière biomasse sera implantée à proximité immédiate de la première et nécessitera la construction d'un bâtiment chaufferie d'une surface d'environ 500 m<sup>2</sup> ainsi que d'un bâtiment de stockage bois d'environ 300 m<sup>2</sup>.

### **2.2 Évolution du classement au regard de la nomenclature ICPE**

La modification projetée ne relève pas d'une nouvelle rubrique, elle sera classée sous la rubrique 3110 avec les autres installations de combustion du site.

La capacité associée à la rubrique 3110 passera de 54,5 MW à 62,5 MW.

### **2.3 Dispense d'évaluation environnementale**

Le projet a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas au titre de l'article L. 122-1 du Code de l'environnement.

Une dispense d'évaluation environnementale a été actée par décision du 15 avril 2024.

## **3 – ANALYSE DU DOSSIER ET AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

### **3.1 Analyse des impacts**

Le process n'est pas modifié et il n'est pas prévu d'augmenter la capacité de production de l'installation.

#### **3.1.1 Impact sur l'eau**

Le projet n'entraînera pas de consommation d'eau supplémentaire ni de modification des conditions de rejet. Il n'est donc pas attendu d'impact sur les eaux superficielles ou souterraines.

#### **3.1.2 Impact sur l'air**

##### Evolution des rejets

L'activité sera à l'origine d'émissions atmosphériques de manière diffuse et canalisée.

Les rejets diffus proviendront du stockage et de la manutention de la biomasse.

Les mesures prévues par l'exploitant (transport en camions bâchés et stockage en silo) permettront de limiter les envols de poussières.

La majorité des émissions seront dues aux fumées de la cheminée.

Le dossier présente une projection de l'évolution des rejets au niveau des chaudières, correspondant à la majorité des émissions atmosphériques du site (d'après les déclarations GERP de l'exploitant).

Le tableau ci-dessous présente l'évolution projetée des rejets, en flux annuels, des chaudières biomasse basée sur le retour d'expérience de la chaudière biomasse existante.

<b>Appareil</b>	<b>NOx (kg/an)</b>	<b>SO<sub>2</sub> (kg/an)</b>	<b>CO (kg/an)</b>	<b>Poussières (kg/an)</b>
Chaudière biomasse existante	25 649	26	11 315	290
Chaudière biomasse existante + chaudière projetée	45 649	52	22 629	581
Flux APA biomasse du 15/11/2013 (kg/an)	82 000	4000	102 000	41 000

L'inspection constate que les flux annuels des chaudières biomasse vont presque doubler mais que cette projection reste très inférieure aux valeurs limite de flux autorisées par l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de la chaudière biomasse existante.

D'autre part, le dossier comprend une évaluation des risques sanitaires réalisée sur la base des rejets atmosphériques des quatre chaudières du site (deux chaudières gaz et deux chaudières biomasse) ; celle-ci conclut à l'absence de risque sanitaire des futurs rejets du site sur les populations environnantes du secteur d'étude.

L'inspection estime que cette étude est suffisante pour garantir l'absence d'augmentation significative des impacts des rejets air du projet. Par conséquent, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire visant à autoriser l'exploitation de la nouvelle chaudière biomasse tiendra compte des niveaux de rejets réellement atteignables par la nouvelle chaudière et proposera une révision des valeurs limite de rejets pour la chaudière existante au regard de ses rejets réels.

De même, l'ensemble des installations de combustion du site a une puissance thermique totale supérieure à 50 MW mais ces installations ont chacune des puissances inférieures à 15 MW. Par conséquent, le site relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3110, mais le BREF LCP (correspondant à la rubrique) ne lui est pas opposable. C'est l'arrêté du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW, soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 (MCP) qui s'applique, notamment pour les VLE et les fréquences de surveillance.

L'**ARS**, sollicitée dans le cadre de l'instruction, a émis un **avis favorable**.

#### Compatibilité au plan de protection de l'atmosphère

L'aire d'implantation du projet de la société SOFIDEL se situe dans le périmètre du Plan de Protection de l'Atmosphère de l'agglomération de Nancy (mis à jour et approuvé le 12 août 2015).

Le dossier établit la compatibilité du projet avec le plan précité.  
L'inspection n'a pas de remarque sur ce point.

### **3.1.3 Impact sur les sols, la biodiversité et le paysage**

Le projet consiste en la création d'une nouvelle chaudière biomasse localisée au sein de l'emprise ICPE déjà autorisée. Il n'est donc pas prévu d'extension géographique, de consommation d'espace naturel ni d'impact sur des zones naturelles sensibles.

De plus la nouvelle chaudière sera implantée à proximité immédiate de la chaudière biomasse existante, au sein d'un espace déjà industrialisé.  
L'inspection n'a pas de remarque sur l'intégration paysagère du projet.

### **3.1.4 Impact sur le trafic**

L'impact attendu sur le trafic est limité au regard de la circulation déjà présente sur la zone.

### **3.1.5 Impact sur le bruit**

L'installation est soumise à l'arrêté du 23 janvier 1997 et le dernier rapport de mesures des émissions sonores conclut à la conformité de l'installation.

Cependant, le site a fait l'objet de plaintes pour nuisances sonores dont une associe le fonctionnement de la chaudière biomasse existante aux nuisances ressenties.

L'exploitant devra cependant faire preuve d'une attention particulière sur les émissions sonores de la nouvelle chaudière et réaliser une analyse de bruit dans le mois suivant sa mise en service.

### **3.1.6 Impact sur le combustible**

Les chaudières sont alimentées du combustible bois de deux types :

- plaquettes forestières ;
- broyats de palettes sortis du statut de déchets (article L541-4-3 du Code l'Environnement).

### **3.2 Analyse des risques**

Le dossier comprend une analyse des risques portant sur la future chaudière et le stockage de biomasse associé.

Pour les scénarii étudiés, les effets létaux ou irréversibles sont contenus à l'intérieur de l'établissement et la modélisation des scénarii d'incendie montre que les flux thermiques correspondant aux effets dominos ne sont pas atteints en cas d'incendie dans les sites de stockage.

Cette analyse conclut que l'ensemble des scénarii étudiés est en zone de risque moindre de la grille de criticité et n'implique pas de mesures de réduction complémentaires du risque.

Le **SDIS**, sollicité dans le cadre de l'instruction, a émis un **avis favorable**.

### **3.3 Garanties Financières**

La loi « Industrie verte », entrée en vigueur le 25 octobre 2023, abroge le dispositif des garanties financières prévues pour couvrir les frais de mise en sécurité de certaines installations classées. En outre, le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement abroge, par son article 64, les dispositions des arrêtés préfectoraux qui ont prescrit antérieurement au 25 octobre 2023 la constitution de garanties financières pour les installations mentionnées au 5° du R. 516-1, dans sa rédaction en vigueur à la veille de l'entrée en vigueur du décret susmentionné. Aussi, les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2013\_0078\_bis complété du 15 novembre 2013 relatives aux garanties financières sont désormais sans objet. Elles ne sont pas reprises dans le projet d'arrêté préfectoral proposé en annexe du présent rapport.

### **3.4 Avis des services**

Service	Date	Avis
ARS	02/05/2024	Favorable
SDIS	26/04/2024	Favorable

### **3.5 Retour de la participation du public par voie électronique**

La participation par voie électronique du public s'est tenue du 13 juin au 3 juillet 2024. Aucune observation n'a été déposée.

## **4 CONCLUSION ET SUITES PROPOSÉES PAR L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

La société SOFIDEL a porté, à la connaissance du Préfet, le projet de la mise en place d'une deuxième chaudière biomasse de 8 MW.

Ce projet est considéré comme une modification non substantielle, ne nécessitant pas une nouvelle autorisation environnementale. Toutefois, les prescriptions encadrant l'exploitation des installations par la société SOFIDEL doivent être adaptées. Aussi, l'inspection des installations classées propose-t-elle à Madame le Préfet d'encadrer cette modification par arrêté préfectoral complémentaire ci-joint. Au regard des enjeux du projet de modification, l'inspection des installations classées propose à Madame le Préfet de Meurthe-et-Moselle de ne pas solliciter l'avis des membres du CODERST, ce que permet l'article R. 181-45 du Code de l'environnement. Le projet d'arrêté doit être communiqué à l'exploitant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations éventuelles par écrit.



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**PROJET**

**Arrêté Préfectoral Complémentaire pour la mise en service d'une deuxième chaudière consommant de la biomasse et la mise en place d'un stockage de bois de 1200 m<sup>3</sup> au sein de la société SOFIDEL à FROUARD**

**N° 2024-XXXXX**

**AIOT : 0006200203**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment le titre II de son livre I concernant les enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement et le titre 1er de son livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 03 avril 2000 relatif à l'industrie papetière ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 ;

**Vu** l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2002-110 du 31 juillet 2003 autorisant la société DELIPAPIER à exploiter ses installations de fabrication de papier « tissu » à usage sanitaire sises à CUSTINES et FROUARD modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral 2021-0671 du 02 juillet 2021 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2013-0078bis\_Chaudière\_Bois\_Biomasse du 15 novembre 2013 complété autorisant la société DELIPAPIER à mettre en service une chaudière biomasse d'une puissance de 10 MW ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 2019-0756 du 18 avril 2019 actualisant certaines prescriptions applicables à la papeterie SOFIDEL France au vu des conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans l'industrie papetière ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 6 juin 2024 fixant la participation du public par voie électronique entre le 13 juin et 03 juillet 2024 en application de l'article L. 123-19-2 du code de l'environnement ;

**Vu** le dossier de demande d'examen au cas par cas déposé par la société SOFIDEL le 02 août 2023 relatif à l'ajout d'une seconde chaudière biomasse de 8 MW et l'ajout d'un stockage de bois de 1 200 m<sup>3</sup> ;

**Vu** la décision du 15 avril 2024, de non soumission à évaluation environnementale du projet d'implantation d'une seconde chaudière biomasse ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance transmis le 30 janvier 2024, complété le 12 avril 2024 par la société SOFIDEL relatif à l'ajout d'une seconde chaudière biomasse et l'ajout d'un stockage de bois de 1 200 m<sup>3</sup> ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé 647\_2024 du 22 mai 2024 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé 2024\_2166 du XX octobre 2024 ;

**Vu** l'absence d'observation formulée lors de la participation du public par voie électronique ;

**Vu** les observations [l'absence d'observations] sur ce projet d'arrêté présentées par la société Sofidel en date du XXX ;

**Considérant** que le projet de modification n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

**Considérant** qu'il n'est pas attendu d'impact supplémentaire sur le sol, les eaux superficielles et souterraines, et les zones naturelles sensibles ;

**Considérant** que l'évaluation des risques sanitaires effectuée sur la base des rejets atmosphériques des quatre chaudières du site conclut à l'absence de risque sanitaire des futurs rejets du site sur les populations environnantes du secteur d'étude ;

**Considérant** que le projet n'est pas une modification substantielle ;

**Considérant** que l'installation supplémentaire d'une chaudière biomasse supplémentaire de 8 MW et que toutes les unités de combustion ont chacune une puissance inférieure à 15 MW rend l'arrêté du 03 août 2018 susvisé opposable ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

## ARRÊTE

### TITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Article 1<sup>er</sup> : Portée et champ du présent arrêté

La société SOFIDEL, dont le siège social est situé Ban la Dame – Parc d'activités de Nancy-Pompey à FROUARD est autorisée à implanter et à exploiter une seconde chaudière brûlant de la biomasse et des déchets de bois ainsi qu'un stockage de bois au sein de son usine implantée sur les territoires des communes de FROUARD et CUSTINES, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

#### Article 2 : Modifications apportées aux actes antérieurs

Le présent arrêté abroge les prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux 2013\_0078 bis du 15 novembre 2013 et 2015\_0224 du 6août 2015.

Le présent arrêté modifie l'article 2 de l'arrêté préfectoral 2019-0756 du 18 avril 2019.

#### Article 3 : Rubriques modifiées ou supprimées visées dans les arrêtés préfectoraux 2013\_0078 bis du 15 novembre 2013 et 2019-0756 du 18 avril 2019

##### 3.1 Rubriques et lignes modifiées

Rubrique de la nomenclature	Désignation de l'installation	Régime	Volume de l'activité
-----------------------------	-------------------------------	--------	----------------------

<b>1532-2</b>	Bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> .	D	Stockage total de 16 400 m <sup>3</sup> répartis comme suit : - 11 000 m <sup>3</sup> de palettes de bois ; - 3 000 m <sup>3</sup> de dépôt en plein air ; - 2*1 200 m <sup>3</sup> de biomasse attendant à chacune des deux chaudières biomasse.
<b>3110</b>	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW <sup>(1)</sup>	A	Puissance thermique totale de 62,5 MW (4 chaudières et 4 brûleurs) : - Brûleurs à gaz 1-4 de 4x6 MW ; - Chaudière au gaz naturel de 7 MW ; - Chaudière au gaz naturel de 13,5 MW (utilisée en secours) ; - Chaudière biomasse de 10 MW ; - Chaudière biomasse de 8 MW.

<sup>(1)</sup> La puissance thermique nominale correspond à la puissance thermique, fixée et garantie par le constructeur, exprimée en pouvoir calorifique inférieur et susceptible d'être consommée en marche continue.

### **3.2 Rubrique et ligne supprimées**

Le combustible utilisé est composé de broyat de palettes qui bénéficie d'une sortie de statut de déchet. La rubrique 2714-1 de l'article 2 de l'arrêté 2013\_0078 bis et de l'article 2 de l'arrêté 2019-0756, visant le stock de broyat de palettes sur site est donc supprimée.

## **Article 4 : Prescriptions applicables aux chaudières « biomasse » et aux stockages de combustibles bois**

### **4.1 Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent les dispositions des titres 2 à 9 du présent arrêté ainsi que les autres réglementations en vigueur.

### **4.2 - Rythme de fonctionnement**

Les chaudières « biomasse » sont exploitées en continu, jour et nuit.

La consommation respective de combustibles bois (**biomasse et broyats de palettes sortis du statut de déchets**) est indiquée dans le tableau ci-dessous :

	<b>Chaudière biomasse 1 (10 MW)</b>	<b>Chaudière biomasse 2 (8 MW)</b>
Consommation biomasse	22 500 tonnes par an en moyenne ; 41 000 tonnes par an au maximum.	12 573 tonnes par an en moyenne ; 20 553 tonnes par an au maximum.
Débit unitaire	30 000 Nm <sup>3</sup> /h	23 000 Nm <sup>3</sup> /h
Temps de fonctionnement annuel	8 400 h	8 400 h

### **4.3 - Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation de combustion et ses annexes dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords des installations, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

## **TITRE 2 : NATURE - LIVRAISON ET RÉCEPTION DE LA BIOMASSE**

### **Article 5 : Combustibles bois admis dans les chaudières « biomasse »**

Les combustibles bois pouvant être consommés au sein des chaudières « biomasse » sont des mélanges de plaquettes forestières et de broyats de palettes sortis du statut de déchets, dans les proportions annuelles suivantes :

- 90 % du tonnage : biomasse issue de forêts et, par extension, de haies, bosquets et arbres d'alignement,
- 10 % du tonnage : broyats de palettes.



Les installations de combustion autorisées par le présent arrêté ne sont en aucun cas alimentées en combustible fossile d'appoint, ni en marche normale ni au démarrage. L'allumage des combustibles bois est effectué manuellement.

Le combustible de bois utilisé dans les chaudières « biomasse » est produit dans la région Grand Est à hauteur de 80 % pour les plaquettes forestières et 100 % pour les broyats de palettes.

Les combustibles utilisés dans les chaudières « biomasse » doivent présenter une qualité constante dans le temps. A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés, qui précise notamment les critères de vérification du contrôle visuel prévu à l'article 8 du présent arrêté.

La modification du plan d'approvisionnement en combustibles bois (proportion des combustibles, type de combustibles) devra être portée à la connaissance du Préfet avant sa mise en place avec l'ensemble des éléments d'appréciation.

## **Article 6 : Réception des intrants de combustible de bois**

### **6.1 - Fiche d'identification**

Chaque lot de combustible bois livré dans l'établissement est remis avec une fiche d'identification précisant :

- l'identification du fournisseur,
- la nature et le type du combustible,
- l'origine du combustible,
- la quantité de combustible livré (en tonnes et en MWh PCI).

### **6.2 - Registre**

Un registre est tenu à jour par l'exploitant, mentionnant :

- la fiche d'identification prévue au sous-article 6.1 du présent arrêté,
- l'identité du transporteur et le numéro d'immatriculation du véhicule de transport,
- la date et l'heure de livraison,
- le cas échéant, les résultats des analyses effectuées en application de l'article 7 du présent arrêté.

Ce registre comptabilise par fournisseur le tonnage de combustible réceptionné par type de combustible. Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées pendant 5 ans.

## **Article 7 : Contrôle des combustibles (plaquettes forestières et broyats de palettes) et des cendres de combustion**

L'exploitant assure :

- un contrôle visuel à la livraison sur chaque lot. Les critères de vérification du contrôle visuel sont définis par l'exploitant et permettent notamment de s'assurer de l'absence de corps étrangers tels que plastiques, agrafes, ferrailles ou pierres,
- une analyse des teneurs en métaux et dioxines visés à l'article 8 du présent arrêté dans les cendres volantes une fois par semestre.

Les résultats de l'ensemble de ces contrôles et analyses devront être consignés dans le registre prescrit au sous-article 6.2 du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **Article 8 : Cendres volantes**

### **8.1 : teneurs maximales**

Les cendres volantes issues de la combustion de plaquettes forestières et broyats de palettes respectent les teneurs maximales suivantes, exprimées sur matière sèche :

- en cadmium : 130 mg/kg MS,
- en plomb : 900 mg/kg MS,
- en zinc : 15 000 mg/kg MS,
- en dioxines et furanes : 400 ng.iTEQ/kg.

### **8.2 : Autosurveillance des cendres volantes**

Les cendres volantes feront l'objet d'une caractérisation dans les six mois suivant la mise en service de la chaudière biomasse puis selon la fréquence définie aux articles 7 et, si besoin, 10 du présent arrêté.

Le programme d'analyse porte au minimum sur les polluants réglementés à l'article 8.1 du présent arrêté.

Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le mois suivant la réalisation des prélèvements.

### **Article 9 : Non-conformité lors de la réception des combustibles**

Lorsque les contrôles réalisés sur un lot de combustible bois ne respectent pas les prescriptions des articles 6.1, 7 et 8.1, l'exploitant refuse immédiatement toute livraison par le fournisseur concerné de ce type de combustible.

Les livraisons de ce type de combustible par le fournisseur concerné sont de nouveau acceptées dès lors que l'exploitant dispose de résultats d'analyses attestant de sa conformité aux seuils définis à l'article 8 du présent arrêté.

### **Article 10 : Non-conformité des combustibles**

Lorsque les résultats d'analyses réalisées sur les cendres volantes conformément à l'article 8 et 9 du présent arrêté ne respectent pas les seuils définis respectivement à l'article 8 du présent arrêté, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas un mois.

La fréquence de l'ensemble des analyses réalisées en vertu de l'article 7 du présent arrêté est alors doublée :

- une analyse des teneurs en métaux et dioxines visés à l'article 8 du présent arrêté est effectuée dans les cendres volantes une fois par trimestre.

Les fréquences d'analyses des cendres volantes sont rétablies aux fréquences prévues à l'article 8 dès lors que 2 résultats d'analyses consécutifs sur cendres volantes sont conformes aux seuils fixés à l'article 8 du présent arrêté.

## **TITRE 3 : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

### **Article 11 : Conception des installations**

#### **11.1 - Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront pas assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté. Ces procédures doivent également indiquer la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

#### **11.2 - Pollutions accidentelles**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une suppression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

### **Article 12 : Conditions de rejet**

#### **12.1 - Dispositions générales**

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours de conduits ne présentent pas de points anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes en vigueur sont respectées.

La mesure de la teneur en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de la teneur en polluants. À défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'arrivée d'air parasite entre le point où est réalisée la mesure de l'oxygène et celui où est réalisée celle des polluants.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

### **12.2 - Évacuation des fumées**

Les cheminées d'évacuation des gaz de combustion des chaudières « biomasse » ont une hauteur minimale de 20 mètres, respectivement 20 mètres pour la chaudière 10 MW et 23 mètres pour la chaudière 8 MW. La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale respecte a minima 8 m/s et le débit de fumées sèches à 6 % d'oxygène est de 30 000 Nm<sup>3</sup>/h pour la chaudière 10 MW et de 23 000 Nm<sup>3</sup>/h pour la chaudière 8 MW.

### **12.3 - Valeurs limites des concentrations en polluants dans les rejets atmosphériques des chaudières « biomasse »**

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm<sup>3</sup>), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube normaux (mg/Nm<sup>3</sup>) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents de 6 % en volume.

Les rejets atmosphériques issus des installations de combustion respectent les valeurs limites d'émissions suivantes :

Paramètres	Chaudière biomasse 10 MW			Chaudière biomasse 8 MW		
	VLE (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux maximal (g/h)	Flux maximal (kg/an)	VLE (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux maximal (g/h)	Flux maximal (kg/an)
SO <sub>2</sub>	200	3,69	31	200	2,98	25
NO <sub>x</sub>	400	3666,7	30800	300	2931,4	24624
Poussières (PM10)	30	41,7	350	20	33,3	280
CO	200	1616,7	13580	200	1293,3	10864
COVNM	50 en carbone total	0,24	2	50 en carbone total	0,24	2
HAP	0,1	0,13	1,1	0,1	0,13	1,1
Cadmium (Cd), Mercure (Hg), Thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal  0,1 pour la somme exprimé en	0,12 pour la somme	1 pour la somme	0,05 par métal  0,1 pour la somme exprimé en	0,12 pour la somme	1 pour la somme

	(Cd+Hg+Tl)			(Cd+Hg+Tl)		
Arsenic (As), Sélénium (Se), Tellure (Te) et leurs composés	1 exprimée en (As + Se + Te)	0,48	4	1 exprimée en (As + Se + Te)	0,48	4
Plomb (Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb	0,48	4	1 exprimée en Pb	0,48	4
Antimoine (Sb), Chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	20 exprimés en (Sb+Cr+Co+Cu +Sn+Mn+Ni+V +Zn)	0,6	5	20 exprimés en (Sb+Cr+Co+Cu +Sn+Mn+Ni+V +Zn)	0,6	5
HCl	30	900	7560	30	690	5800
HF	25	750	6300	25	575	4830
Dioxines et furanes	0,1ng I-TEQ /Nm <sup>3</sup>	1,9 µg/h	16 mg/an	0,1ng I-TEQ /Nm <sup>3</sup>	1,9 µg/h	16 mg/an

#### **12.4 Fréquence de contrôle des rejets**

<b>Paramètre</b>	<b>Fréquence de l'autosurveillance</b>	<b>Fréquence du contrôle par un laboratoire agréé</b>
Débit	Continu	Annuelle
Température	Continu	Annuelle
Taux O <sub>2</sub>	Continu	Annuelle
Pression	Continu	Annuelle
Humidité	Continu	Annuelle
SO <sub>2</sub>	Continu <sup>(1)</sup>	Annuelle
NO <sub>x</sub>	Continu <sup>(1)</sup>	Annuelle
CO	Continu	Annuelle
Poussières	Continu	Semestrielle
COVNM	Annuelle	Semestrielle
Formaldéhyde	Annuelle	Semestrielle
Métaux <sup>(2)</sup>	Annuelle	Semestrielle
HAP	Annuelle	Semestrielle
HCl	Annuelle	Semestrielle
HF	Annuelle	Semestrielle
Dioxines et furanes	Annuelle	Semestrielle

<sup>(1)</sup> : L'exploitant évalue trimestriellement sur la base de la mesure en continu, les concentrations et flux de SO<sub>2</sub> et NO<sub>x</sub> rejetés trimestriellement par son installation et les transmet selon la fréquence définie ci-après.

<sup>(2)</sup> : les métaux à rechercher sont ceux comportant des valeurs limites d'émissions fixées au sous-article 13.3 du présent arrêté.

Les résultats de l'autosurveillance sont enregistrés.

Les valeurs limites d'émissions fixées au sous-article 13.3 du présent arrêté sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

Le bilan des mesures est transmis annuellement à l'inspection des installations classées via l'application GEREP, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

L'écart de valeur entre la mesure obtenue par le dispositif de mesure en continu (débit, poussières, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>) et les mesures réalisées par le laboratoire agréé est étudié et un ré étalonnage réalisé si besoin.

Une première mesure devra être réalisée dans les 3 mois suivant la mise en service de l'installation de combustion « biomasse » puis périodiquement conformément aux dispositions ci-dessus.

### **12.5 : Conditions de surveillance des rejets atmosphériques**

I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.

II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

### **Article 13 : Flux total de l'établissement**

L'exploitant doit respecter un flux total annuel pour les deux chaudières biomasse et les deux chaudières gaz de :

	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	Poussières (PM 10)	CO
Flux annuel (kg/an)	320,25	63195	630	24708

## **TITRE 4 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

### **Article 14 : Application du présent titre**

Les dispositions du présent titre sont applicables à l'ensemble des effluents liquides issus de l'installation de combustion et des installations de stockage de la biomasse (silos et stockage extérieur).

### **Article 15 : Gestion des effluents liquides**

#### **15.1 : définitions des VLE**

Le fonctionnement des installations et de leurs annexes, objet du présent arrêté, est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.

Les points de rejet sont en nombres aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les effluents liquides générés par les chaudières « biomasse » sont constitués uniquement des purges, estimées à **45 m<sup>3</sup>/j**, et dirigées vers la station de traitement des effluents aqueux de l'établissement.

Toutes dispositions sont prises par l'exploitant afin de garantir la non perturbation du fonctionnement de cette station d'épuration interne et le respect des valeurs limites de rejet prescrites par l'arrêté préfectoral 2007-432 du 24 juin 2008.

Sur la zone associée à l'installation de combustion de la biomasse, les eaux pluviales de toiture du bâtiment abritant la chaudière sont collectées et rejetées directement à la Moselle.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement/déchargement, de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique, traitées par un ou plusieurs dispositifs adéquats permettant de traiter les polluants en présence puis rejetées dans la Moselle, sous réserve du respect des limites suivantes :

Paramètres	Code SANDRE	Valeurs limites d'émission (mg/L) Chaudière 10 MW	Valeurs limites d'émission (mg/L) Chaudière 8 MW
pH	1302	>5,5 et <8,5	>5,5 et <8,5
DCO	1314	125 mg/l	125 mg/l
DBO5	1313	30 mg/l	30 mg/l
HC <sub>totaux</sub>	7009	10 mg/l	10 mg/l
MES	1305	35 mg/l	30 mg/l
NGL	1551	30 mg/l	30 mg/l
Pt	2793	2 mg/l	2 mg/l
Cadmium et ses composés	1388	0,05 mg/l	0,05 mg/l
Mercure et ses composés	1382	0,05 mg/l	0,02 mg/l
Arsenic et ses composés	1369	0,05 mg/l	0,025 mg/l
Plomb et ses composés	1369	0,5 mg/l	0,025 mg/l
Chrome et ses composés	1389	0,5 mg/l	0,05 mg/l
Cuivre et ses composés	1392	0,5 mg/l	0,05 mg/l
Nickel et ses composés	1386	0,5 mg/l	0,05 mg/l
Zinc et ses composés	1383	2 mg/l	0,8 mg/l

### **15.2 : Surveillance des rejets aqueux**

Les eaux pluviales ayant ruisselé sur l'aire de stockage de combustibles bois extérieure sont contrôlées semestriellement avant rejet dans la Moselle.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé. Le programme d'analyses porte sur les polluants réglementés à l'article 16 du présent arrêté.

## **Article 16 : Dispositions contre le déversement de matières susceptibles de polluer le milieu naturel récepteur ou les réseaux publics d'assainissement**

### **16.1 - Organisation de l'établissement**

Les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, de déversement de matières qui, par leurs caractéristiques et leurs quantités, seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur ou les réseaux publics d'assainissement.

Les sols des chaufferies et des installations de stockage combustibles sont imperméables, incombustibles et disposés de façon que les égouttures ou, en cas d'accident, les liquides contenus dans les récipients ou les appareils ne puissent s'écouler au-dehors ou dans le réseau d'assainissement.

### **16.2 - Rétentions**

Tout récipient susceptible de contenir des liquides dangereux ou d'entraîner une pollution du réseau d'assainissement ou du milieu naturel est associé à une capacité de rétention étanche dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égal à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et ne comporte pas de dispositifs d'évacuation par gravité. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.

## **TITRE 5 : ZONE DE STOCKAGE EXTÉRIEUR**

### **Article 17 : Généralités**

Les stockages de plaquettes forestières et broyats de palettes en extérieur est effectué sur la parcelle AD 116 de la commune de FROUARD. Le volume cumulé de ces dépôts est de 3 000 m<sup>3</sup>.

La dimension de la zone de stockage ne dépassera pas 35 m par 30 m et la hauteur de stockage maximale sera de 2,5 m.

La distance entre le stockage extérieur et le bâtiment des stockages couverts sera au minimum de 18 m pour permettre les manœuvres des poids-lourds au déchargement et éviter toute propagation d'un éventuel sinistre.

### **Article 18 : Confinement**

La parcelle de terrain visée à l'article 17 du présent arrêté comporte des pollutions sidérurgiques confinées par une couche de matériaux imperméables.

L'exploitation de l'aire de stockage de combustibles bois aménagée sur cette parcelle à l'aide d'engins ne doit pas être à l'origine d'une dégradation de la couche de confinement. En cas de détérioration de celle-ci, elle devra être remise en état à l'identique ou dans des conditions permettant d'atteindre les mêmes performances de protection des eaux souterraines et des sols sous-jacents.

### **Article 19 : Eaux pluviales**

Les eaux pluviales ruisselantes sur l'aire de stockage de combustibles bois extérieure sont collectées au moyen d'un caniveau à grille raccordé au bassin de rétention et traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans la Moselle.

Elles respectent, avant rejet, les prescriptions de l'article 15 du présent arrêté.

## **TITRE 6 : DÉCHETS**

### **Article 20 : Généralités**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son installation, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du pré traitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

### **Article 21 : Déchets produits par l'installation de combustion « biomasse »**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal de la chaudière « biomasse » sont :

Nature	Code déchets	Origine	Quantité annuelle	Traitement
Cendres des cyclones	10 01 03	Particules fines issues du traitement des fumées de combustion récupérées en bas du dépoussiéreur par cyclonage et du filtre à manches	Chaudière 1 : 750 t chaudière 2 : 100 t	Stockage en centre de traitement de déchets dangereux
Mâchefers	10 01 01	Résidus de combustion du foyer	Chaudière 1 : 750 t Chaudière 2 : 200 t	Valorisation en sous-couche routière
Cendres des filtres à	10 01 05	Résidus d'épuration du traitement secondaire des	Chaudière 1 : 100 t	Stockage en centre de traitement de

manches		cheminées	Chaudière 2 : 100 t	déchets dangereux après stabilisation
---------	--	-----------	---------------------	---------------------------------------

## **Article 22 : Principes de gestion**

### **22.1 - Stockage des sous-produits et déchets**

Les sous-produits et déchets issus de la combustion sont comptabilisés et stockés séparément.

Le stockage et le transport de ces sous-produits et déchets se font dans des conditions évitant tout risque de pollution et de nuisances (prévention des envols, des odeurs, des lessivages par les eaux de pluie, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines ou d'une infiltration dans le sol, etc...) pour les populations et l'environnement.

Les cendres sous foyer et les cendres volantes sont stockées dans des bennes étanches ou tout dispositif équivalent.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

### **22.2 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement**

Les sous-produits et déchets, en particulier les cendres sous chaudière, issus de la combustion sont, lorsque la possibilité technique existe, valorisés, en tenant compte de leurs caractéristiques et des possibilités du marché.

À défaut de valorisation, les cendres feront l'objet d'une élimination dans une installation régulièrement autorisée. Les cendres seront également éliminées de cette manière après le démarrage de l'installation mais avant la réception du résultat des analyses des premières cendres représentatives.

Dans tous les cas, les filières d'élimination ou de valorisation retenues doivent en permanence être cohérentes avec les résultats des caractérisations prescrites ci-dessus.

L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment l'élimination ou la valorisation de tous les sous-produits et déchets qu'il produit à l'inspection des installations classées. Il fournit annuellement à l'inspection des installations classées un bilan des opérations de valorisation et d'élimination de ces sous-produits et déchets.

### **22.3 - Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement**

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération, mise en dépôt à titre définitif), autre que celle autorisée par le présent arrêté, est interdite.

## **TITRE 7 : PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS**

### **Article 23**

L'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement susvisé.

## **TITRE 8 : PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

### **Article 24 : Caractérisation des risques**

#### **24.1 - Inventaire des combustibles et produits présents dans l'établissement**

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature, la phrase de risques et la quantité des combustibles et produits stockés auquel est annexé un plan général des stockages.

Ces informations sont tenues à la disposition des services départementaux d'incendie et de secours ainsi que de l'inspection des installations classées et devront être accessibles en toute circonstance.

#### **24.2 - Recensement des parties des installations susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties des installations la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques) qui les concerne.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services départementaux d'incendie et de secours.



## **Article 25 : Infrastructures et installations**

### **25.1 - Accès et conditions d'isolement**

Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, n'ont pas un accès libre aux installations.

Les installations sont accessibles pour permettre l'intervention des services départementaux d'incendie et de secours.

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services départementaux d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation des installations stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture des installations.

Les bâtiments abritant les chaudières « biomasse » et le stockage extérieur de combustibles bois sont accessibles sur l'ensemble de leurs périmètres.

Les installations (les chaudières « biomasse » et le stockage extérieur de combustibles) sont éloignées des limites de propriété par une distance minimale de 10 m.

### **25.2 - Ventilation des locaux**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

### **25.3 - Désenfumage**

Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.

Les équipements de désenfumage sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

### **25.4 - Prescriptions relatives aux stockages de combustibles bois**

La présence de matières dangereuses ou inflammables dans l'installation de combustion est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Le stockage de combustible fossile de type gas-oil est limité à l'approvisionnement nécessaire au démarrage de la chaudière.

Aucun autre stockage ne sera toléré à moins de 10 m des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables, y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation.

Aucun stockage de matière combustible ou explosive ne sera toléré dans le local créé à l'arrière ou sur le côté des stockages couverts (local abritant la vis sans fin) de manière à préserver les distances de sécurité ressortant de l'étude de dangers.

A défaut de satisfaire à cette obligation d'éloignement lors de sa mise en service, l'installation respecte les dispositions de l'article 28.11 du présent arrêté.

Les stockages de combustibles bois sur le site (stockage extérieur de 3 000 m<sup>3</sup> et 2 silos de capacité unitaire de 1 200 m<sup>3</sup>) sont limités à l'approvisionnement nécessaire aux chaudières « biomasse ».

Toutes les dispositions sont prises pour éviter le phénomène d'auto-échauffement au sein des bâtiments de stockage de combustibles bois. Notamment, ce phénomène est prévenu au minimum par la mise en œuvre des mesures suivantes :

- la conception du bâtiment, limitant l'effet de zones mortes (zones au sein desquelles la biomasse stockée est peu renouvelée),
- la vidange complète et à tour de rôle de chacun des boxes de stockage,
- le contrôle régulier des températures en fond de silo,
- la présence d'une ouverture sur l'avant du bâtiment assurant le cas échéant une ventilation complémentaire.

L'exploitant définit une procédure de mesure des températures en fond de stockage ainsi qu'une procédure de vidange des boxes en cas d'échauffement accidentel. Ces procédures sont tenues à la

disposition de l'inspection des installations classées et du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Les silos de stockage de la biomasse sont isolés entre eux par des murs coupe-feu 2 heures.

#### **25.5 - Prescriptions relatives à la trémie avant chaudière**

Toutes les dispositions sont prises pour limiter le risque d'incendie de la trémie avant les chaudières. Ce phénomène est prévenu au minimum par les dispositions suivantes :

- la mise en place d'un sas d'isolation entre la trémie et la chaudière « biomasse »,
- la limitation du volume de la trémie (une dizaine de m<sup>3</sup> environ),
- la mise en place d'un dispositif de détection et de protection incendie interne à la trémie.

#### **25.6 - Prescriptions relatives aux chaudières « biomasse »**

Les installations de combustion « biomasse » sont équipées de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de les mettre en sécurité.

Les appareils de combustion sous chaudière comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité de l'appareil et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

#### **25.7 - Nettoyage des installations**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### **25.8 - Matériels utilisables en atmosphères explosibles**

Dans les parties des installations recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 4216-31 et R. 4227-42 à R. 4227-54 du code du travail.

#### **25.9 - Installations électriques**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que les installations électriques des chaufferies « bois » sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive.

#### **25.10 - Foudre**

L'exploitant met en œuvre les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

L'installation des dispositifs de protection contre la foudre et la mise en place des mesures de prévention fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Le rapport de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit le contrôle.

#### **25.11- Dispositions constructives**

Les locaux abritant les installations de combustion « biomasse » présentent les caractéristiques, de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- l'ensemble de la structure est R60,
- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0,
- le sol des locaux est incombustible (de classe A1 fl),
- les autres matériaux sont Bs1d0.

La couverture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3). De plus, les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) sont de classe A2 s1 d0. A défaut, le système " support de couverture + isolants " est de classe B s1 d0 et l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations de combustion sont implantées à une distance minimale de 10 mètres des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables, y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation à l'exception des stockages de biomasse et déchets de bois qui lui sont associés.

De plus, les éléments de construction présentent les caractéristiques de comportement au feu suivantes, vis-à-vis des locaux contigus ou des établissements, installations et stockages pour lesquels la distance d'éloignement de 10 m par rapport aux chaufferies ne peut être respectée :

- parois, couverture et plancher haut REI 120 ;
- portes intérieures EI 30 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- portant donnant vers l'extérieur EI 30.

## **Article 26 : Conduite de l'installation de combustion et consignes d'exploitation**

### **26.1 - Surveillance de l'installation**

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement des installations et des dispositifs assurant sa mise en sécurité.

Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement des installations.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt des installations, celles-ci sont protégées contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.

La conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) fait l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;
- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

Les consignes de sécurité et d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.

### **26.2 - Travaux d'entretien et de maintenance**

Dans les parties des installations recensées au sous-article 27.2 du présent arrêté, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité des installations, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

Dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

### **26.3 - Vérification périodique et maintenance des équipements**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

### **26.4 - Entretien**

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

## **Article 27 : Moyens d'intervention en cas d'accident**

### **27.1 - Définition générale des moyens**

Les installations de combustion et de stockage de combustibles doivent disposer de leurs propres moyens de lutte contre l'incendie et de détection d'incendie. Ceux-ci sont adaptés aux risques à défendre.

Les moyens de lutte contre l'incendie dont est pourvu l'établissement conformément aux dispositions imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2002-110 du 31 juillet 2003 modifié sont de nature à permettre l'extinction d'un incendie survenant sur les installations et leurs annexes autorisées par le présent arrêté.

Les moyens d'extinction d'incendie fixés à l'article 16.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2002-110 du 31 juillet 2003 modifié sont complétés par le bassin d'eau industrielle de 1 500 m<sup>3</sup>. Celui-ci est équipé d'un raccord de diamètre 100 mm.

### **27.2 - Rétention des eaux d'extinction d'un incendie**

Le sol des aires de stockage du bâtiment abritant la chaudière « biomasse » permet une rétention des eaux d'extinction d'un incendie.

Le bassin de rétention qui recueillera les eaux de l'aire de stockage extérieur a une capacité minimale disponible de 270 m<sup>3</sup>.

Des murs sont construits latéralement (hauteur de 1,1 m) et à l'arrière (hauteur de 1,5 m) de cette aire afin d'éviter tout écoulement des eaux en dehors du bassin de rétention.

Les eaux de ruissellement sont récupérées sur le devant du stockage au moyen d'un caniveau à grille.

Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé d'une vanne au niveau du séparateur d'hydrocarbures permettant son obturation en cas d'incendie.

Cette vanne est clairement repérée. Elle fait l'objet d'un entretien, d'un contrôle régulier et est reportée sur l'ensemble des plans de secours.

Une procédure est mise en place pour informer les services départementaux d'incendie et de secours et former le personnel à son utilisation.

### **27.3 - Mise à jour du plan d'opération interne et du dossier d'accueil de l'établissement**

Le plan d'opération interne prévu à l'article 8 de l'arrêté préfectoral 2009-346 du 11 octobre 2010 est mis à jour pour prendre en compte la nouvelle installation de combustion « biomasse » et ses annexes, les risques associés ainsi que les équipements de prévention et protection mis en place.

Le dossier d'accueil aux services départementaux d'incendie et de secours est mis à jour dans le délai maximal de un mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Une copie du plan est transmise à l'inspection des installations classées dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

## **TITRE 9 : SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS**

### **Article 28 : Contenu de l'autosurveillance**

Les contrôles visés dans le tableau de l'article 32, réalisés selon les règles de l'art, doivent permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement.

**Article 29 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats de la surveillance**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, les analyse et les interprète. Il prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

La transmission des résultats devra être accompagnée de commentaires sur les résultats et les causes en cas de dépassement des valeurs limites ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Le bilan des mesures est transmis annuellement à l'inspection des installations classées via l'application GEREP, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

L'écart de valeur entre la mesure obtenue par le dispositif de mesure en continu (débit, poussières, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>) et les mesures réalisées par le laboratoire agréé est étudié et un ré étalonnage réalisé si besoin.

Une première mesure devra être réalisée dans les 3 mois suivant la mise en service de l'installation de combustion « biomasse » puis périodiquement conformément aux dispositions ci-dessus.

**Article 33 : Contrôles supplémentaires**

L'inspection des installations classées peut, à tout moment, faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets, de cendres volantes ou de sol, des prélèvements et analyses des combustibles et faire réaliser des mesures de niveaux sonores pour vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

Toutes dispositions sont prises pour faciliter l'intervention de ces organismes.

Sauf accord préalable de l'inspection des installations classées, les méthodes de prélèvement, mesures et analyses sont normalisées.

**Articles : VDR, PUB, EXECUTION**

(complétés par la préfecture - ne pas les compléter au niveau de l'inspection)

Nancy le

Le Préfet,